**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**VISITE DE TRAVAIL DE S.E MONSIEUR LE DEUXIEME VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

**Bruxelles, du 17 au 23 mars 2014.**

En dates du 19 au 22 mars, Son Excellence Monsieur RUFYIKIRI Gervais, Deuxième Vice-Président de la République, accompagné de Son Excellence Monsieur KAVAKURE Laurent, Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, a participé à la session annuelle du Forum Crans Montana, consacrée pour 2014 à *la Coopération Sud-Sud et le rôle grandissant de l’Afrique* et à l’occasion de laquelle le Forum a lancé le Forum des Femmes africaines.

S.E.M le Deuxième vice-Président de la République était invité à prononcer un discours sur le thème : *l’industrie et les affaires en Afrique : intégration régionale sud-sud et mondiale*. Il a largement présenté les réalisations du Burundi en matière d’amélioration du climat des Affaires, et a invité les organisateurs du Forum à considérer le souhait du Burundi à abriter les prochaines sessions.

En marge des sessions du Forum, S.E.M le Deuxième vice-Président de la République a rencontré plusieurs hautes personnalités des institutions fédérales et communautaires belges, et de l’Union européenne.

 Parmi les personnalités rencontrées, il y a lieu de mentionner notamment :

a/ Côté belge :

1. Mr André Flahaut, Président de la Chambre des Représentants
2. Madame Sabine de BETHUNE, Présidente du Sénat ;
3. Mr Jean Pascal Labille, Ministre Belge de la Coopération
4. Madame Pascale Delcomminette, Administrateur Général-Adjoint de Wallonie - Bruxelles International
5. Madame Marie José Laloy, Gouverneur du Brabant-Wallon
6. Les responsables de l’Université Catholique de Louvain La Neuve

b/ Côté Union-européenne :

1. M. Koen Vervaeke, envoyé spécial de l’Union européenne pour la Région des Grands Lacs africains
2. Monsieur Andris Piebalgs, Commissaire Européen au développement

A toutes ces personnalités, S.E Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a passé en revue les grandes questions d’actualité récente au Burundi, en indiquant les avancées par rapport à sa précédente visite de travail de juillet 2013.

Il a expliqué les réformes administratives et législatives, leur impact sur la croissance économique et le bien-être de la population, et plus d’ouverture aux investissements étrangers.

Il a à chaque fois identifié les défis auxquels le Peuple et le Gouvernement font face, plaidé pour la revue à la hausse des appuis de la part des partenaires, y compris les appuis budgétaires, pour permettre l’accélération de la croissance.

S.E. Monsieur le Deuxième Vice-Président a particulièrement mis en relief le sinistre causé à la population burundaise et à l’économie par le grand incendie du marché central de Bujumbura en février 2013 et les pluies diluviennes (toujours à Bujumbura) en février 2014. Il a indiqué l’ampleur des dégâts, les efforts du Gouvernement pour secourir les sinistrés et a demandé de l’aide d’urgence.

Il a enfin présenté l’état de préparation du processus des élections de 2015, en rassurant les interlocuteurs que comme par le passé (2005 et 2010), tout est en train d’être mis en œuvre pour assurer des élections transparentes, apaisées et crédibles. Il en a saisi l’opportunité d’appeler les partenaires à se préparer à assurer ‘accompagnement du processus électoral, avant, pendant et après les élections.

La communication de Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République était suivie d’un échange interactif.

Partout dans ses audiences, les interlocuteurs, visiblement bien avisés et animés d’un intérêt manifeste envers le Burundi, ont salué les pas franchis par le Peuple burundais dans le processus de réconciliation nationale et de reconstruction économique ; ils ont félicité le Gouvernement du Burundi d’asseoir cette communication, et ont apporté leurs contributions tant en termes d’observations émises à l’endroit de certains faits d’actualité qu’en termes de promesse de soutiens. Des questions n’ont pas manqué de surgir, avec des débats assez ouverts et francs. Entre autres questions, celles relatives à la demande du Burundi de mettre fin au mandat du BNUB, l’état de préparation des élections de 2015, les difficultés internes à certains partis politiques, les récentes manifestations violentes orchestrées par un parti politique à Bujumbura, etc.

**Apports de la visite de travail du Deuxième Vice-Président de la République**

La visite de S.E M. le Deuxième Vice-Président s’est avérée d’une importance élevée, en ce qu’elle a permis aux interlocuteurs d’avoir une lumière sur l’actualité au Burundi, laquelle lumière a rehaussé la confiance dans la marche assurée vers la paix et la prospérité.

 La visite a permis de mettre en exergue entre autres les points suivants :

1. Une reconnaissance et confiance affirmées envers le Burundi :
* tous les interlocuteurs ont tenu à souligner les avancées du Burundi en matière de paix et de sécurité, de réconciliation nationale et de démocratie ;
* ils ont salué et félicité le Burundi pour ses apports dans le retour de la paix en Somalie et en Centre Afrique ;
* une compréhension de l’actualité politique au Burundi ;
* la voie de dialogue inclusif et franc dans la résolution des conflits, telle que mise en avant par les Burundais est fortement appréciée, et les Burundais ont été encouragés à la poursuivre ;
* le besoin d’avoir des vues claires sur les projets prioritaires pour le Burundi dans le cadre des projets régionaux que l’Union Européenne et la Banque Mondiale vont appuyer, afin d’assurer qu’ils sont incorporés dans la programmation. Un effort de lobby des pays voisins s’impose ;
* nécessité de développer des projets transnationaux, particulièrement les infrastructures, l’énergie, le commerce transfrontalier ;
* nécessité de poursuivre l’intégration sous régionale.
* une compréhension du processus de dialogue politique des partenaires en cours, et la préparation de la fin du mandat du BNUB, dont les responsabilités sont en cours de transfert vers des agences spécialisées.
1. Des conseils et suggestions :
* établir plus de transparence dans le système fiscal et macroéconomique en vue d’un redressement économique ;
* favoriser la mise en place des conditions réglementaires et légales de nature à assurer que les élections de 2015 soient transparentes, paisibles et démocratiques ;
* poursuivre les efforts visant à assurer les droits et libertés démocratiques, d’expression et d’association ;
* maintenir la communication avec la Communauté Internationale pour plus de compréhension mutuelle ;
* poursuivre les efforts d’intégration sous régionale, pouvant contribuer au désenclavement du Burundi et renforcer la paix et la sécurité dans la région.
1. Un engagement réaffirmé :

a/ Union Européenne :

* réaffirmation de la promesse de doubler l’enveloppe destinée au Burundi dans le cadre du 11ème FED pour la période de 2014 : quatre priorités (au lieu de 3 lors du 10ème FED) sont retenues : l’énergie ; Consolidation de l’Etat de droit la Bonne Gouvernance, incluant les finances publiques et la Justice ; la Santé ; le développement durable du monde rural et sécurité alimentaire ;
* poursuivre les engagements pris à Genève
* porter attention aux sinistrés des pluies diluviennes
* l’appui budgétaire : il a été demandé aux services des deux parties concernés d’accélérer les procédures pour que l’enveloppe de 2014 soit débloquée sans délai
* encourage le Gouvernement du Burundi à maintenir un dialogue politique pour garantir un bon climat des élections, assurant l’accompagnement de l’UE.
* Ie Commissaire européen au Développement a dit espérer trouver une solution pour l’appui budgétaire, mais attend beaucoup que le Gouvernement du Burundi honore ses engagements ;
* demande plus d’informations sur les dégâts de l’inondation avant sa la visite prochaine du Commissaire européen au développement , afin de déterminer l’aide.

b/ Autorités belges :

* poursuivre les engagements pris à Genève ;
* prendre, ensemble avec la Partie burundaise, des mesures visant à améliorer le taux de réalisation du Programme Indicatif de Coopération ; la prochaine Commission Mixte devrait se tenir dans le 4ème trimestre de 2015, suite aux élections organisées en Belgique (mai 2014) et au Burundi (juin 2015).
* poursuivre la collaboration dans le maintien de la paix et la sécurité.
* poursuivre ensemble les efforts visant le renforcement de la gouvernance, la transparence des élections et le multipartisme.
* soutenir des projets transnationaux et transfrontaliers, dans le but de renforcer la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs africains
* faciliter le dialogue de haut niveau au sein des Etats de la CEPGL

En marge de ces rencontre avec les officiels, S.E.M le Deuxième vice-Président de la République s’est entretenu avec les organisateurs de la Semaine Belge au Burundi (qui aura lieu du 23 au 31 mars 2014), à qui il a expliqué les opportunités d’investir au Burundi, en leur garantissant les facilités offertes par le Gouvernement dans les limites de la loi, et il a mis en exergue les efforts remarquables pour assurer un climat favorable aux affaires.

Les organisateurs :

* ont indiqué que 60 à 70 personnes feront le déplacement vers le Burundi pour l’événement (plus de 45 entreprises) ;
* ont sollicité l’aide du gouvernement pour attirer les contributions des organisations internationales au Fonds d’Impulsion, de Garantie et d’Accompagnement (FIGA) qui doit être mis en place pour soutenir les investissements ;
* ont renouvelé leur espoir dans le projet de développement du bassin du Lac Tanganyika, avec création d’un Zone Economique Spéciale à Bujumbura pour faciliter la transformation des produits burundais et congolais, une initiative qui consolidera la paix par l’économie. Ils ont exprimé la nécessité d’encourager la RDC pour converger sur la même priorité.

La visite de travail de Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République a été fort appréciée par les différents interlocuteurs, et a contribué à renforcer la confiance, les bonnes relations d’amitié et de coopération entre le Burundi et ses partenaires.

Bruxelles, le 22 mars 2014.

NDAYISENGA Félix

Ambassadeur